

I. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

1) PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DE L'ÉCONOMIE

1. La superficie terrestre de la République de Turquie (lacs compris) est de 814 578 km² (dont environ 30 pour cent sont des terres arables); quelque 68 pour cent des 73 millions d'habitants vivent dans des zones urbaines. Les villes les plus peuplées sont Istanbul (près de 11,6 millions d'habitants) et la capitale, Ankara (environ 4,4 millions); la croissance démographique annuelle était de 1,3 pour cent en 2006 (contre 1,6 pour cent en 2001). Plus de 4 millions de Turcs vivent à l'étranger dont plus de la moitié en Europe, notamment en Allemagne. La population est jeune (25,5 pour cent des habitants sont dans le groupe d'âge 0-14 ans, et 67,7 pour cent ont entre 15 et 64 ans).¹ En 2006, la Turquie était au 92^{ème} rang sur 177 pays classés en fonction de l'indicateur de développement humain.²

2. La situation géographique de la Turquie, entre l'Europe et l'Asie avec des côtes sur la Méditerranée, la mer Égée et la mer Noire, constitue un avantage important.³ Ses réformes ambitieuses, appuyées par des accords de confirmation avec le FMI⁴, ont permis de stabiliser l'économie et d'assurer une forte croissance, une baisse rapide de l'inflation et une diminution de la dette publique et de la dette extérieure. Les réformes récentes ont également visé à faire progresser le processus d'adhésion à l'UE. À présent, la Turquie est un pays à revenu moyen supérieur, dont le PNB par habitant était de 5 477 dollars EU en 2006 (contre 2 598 dollars EU en 2002).⁵ Il reste néanmoins des problèmes structurels: en particulier, le déficit croissant des opérations courantes rend l'économie vulnérable aux chocs extérieurs, le chômage demeure élevé, et les industries clés sont toujours dominées par des entreprises publiques (chapitre III 4) ii)). Les mesures prises pour résoudre ces problèmes ont fait notamment évoluer les structures de la production, qui est désormais axée sur des produits de valeur plus élevée ou à plus forte intensité de capital, par exemple dans l'industrie des textiles et des vêtements (chapitre IV 4) iii) a)).

3. Les services constituent le principal secteur contribuant au PIB réel (environ 58 pour cent) et à l'emploi (plus de 50 pour cent de la main-d'œuvre turque). Les principales activités de ce secteur sont le tourisme (qui apporte d'importantes recettes en devises nettes) et les services financiers. Le secteur manufacturier (qui utilise une part importante de produits nationaux dans les industries agroalimentaires et de produits importés dans les autres industries⁶) représente environ 25 pour cent du PIB réel et plus de 80 pour cent de la valeur totale des exportations de marchandises. L'agriculture reste un secteur important de l'économie, bien que sa part dans le PIB réel soit tombée à quelque

¹ Banque mondiale (2007).

² PNUD (2006).

³ La Turquie a des frontières avec l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Bulgarie, la Géorgie, la Grèce, l'Iran, l'Iraq et la Syrie.

⁴ La Turquie a signé 19 accords de confirmation avec le FMI depuis 1961. L'accord de confirmation actuel doit expirer en mai 2008 (OCDE, 2006b).

⁵ Renseignements en ligne de Turkstat. Adresse consultée: <http://nkg.die.tr/en/son10.asp>.

⁶ Selon le Trésor public de la Turquie, la part des produits importés est importante dans certaines industries, comme pour les chaudières ou les machines et les engins mécaniques (57,8 pour cent); les véhicules à moteur (69,1 pour cent); les produits sidérurgiques (75,2 pour cent); et les machines et appareils électriques (78,6 pour cent).

11 pour cent, et emploie près de 30 pour cent de la population. Les industries extractives et l'énergie sont des secteurs en expansion; la Turquie est l'un des pays du monde dont le marché de l'énergie croît le plus rapidement.

4. La monnaie nationale est la livre turque (TL). Le 1^{er} janvier 2005, une réforme monétaire a modifié la livre turque en supprimant six zéros⁷: dans le présent rapport, tous les montants en monnaie turque sont exprimés en nouvelles livres turques (YTL), sauf indication contraire. Le 22 mars 1990, la Turquie a accepté les obligations découlant de l'article VIII des Statuts du FMI, et le 22 février 2001 elle est passée d'un régime de parité glissante à un système de taux de change flottant.⁸

2) ÉVOLUTION RÉCENTE DE L'ÉCONOMIE

5. Au moment du précédent examen de sa politique commerciale, la Turquie sortait de la crise économique de 2001.⁹ Depuis lors, les principaux éléments de son programme de réforme économique ont été les suivants: maintien du régime de taux de change flottant; introduction d'un objectif en matière d'inflation en janvier 2006¹⁰; poursuite du renforcement du secteur bancaire; discipline budgétaire pour parvenir à un endettement à moyen terme viable; règlement des problèmes de sureffectifs dans le secteur public; amélioration du climat de l'investissement pour attirer des flux plus importants d'investissement étranger direct (IED); accélération de la privatisation des entreprises publiques; et réformes de la sécurité sociale et de la fiscalité.

6. Le programme de réforme en Turquie s'est traduit par des résultats économiques impressionnants au cours des dernières années. L'économie s'est redressée fortement et la croissance annuelle du PNB a été en moyenne de 7,4 pour cent entre 2002 et 2006 (contre -1,6 pour cent entre 1998 et 2001), principalement grâce à l'investissement privé et à la consommation, eux-mêmes soutenus par d'importantes entrées de capitaux, une baisse des taux d'intérêt et une expansion du crédit. L'accroissement de la productivité des facteurs a aussi joué un rôle essentiel, la moyenne annuelle passant de 24,5 pour cent entre 1996 et 2000 à 42 pour cent entre 2001 et 2005. En raison de la solide croissance économique, le taux de chômage est tombé de 10,3 pour cent en 2002 à 9,9 pour cent en 2006 (tableau I.1).¹¹ Une croissance économique de 5 pour cent est prévue pour 2007, en partie du fait de la forte demande intérieure.¹²

⁷ Une nouvelle livre turque équivaut à 1 000 000 d'anciennes livres turques. La modification de la livre turque a visé notamment à simplifier les transactions monétaires; elle a marqué la fin du cycle inflationniste et le début de la stabilité des prix.

⁸ Ce passage d'un régime de parité glissante à un système de taux de change flottant a entraîné une dépréciation immédiate de la livre turque (voir OMC, 2003).

⁹ En 2001, le PNB réel s'est contracté de 9,5 pour cent, principalement en raison des bouleversements causés par l'adoption du système de taux de change flottant (voir OMC, 2003).

¹⁰ Un taux d'inflation de 5 pour cent en fin d'année (avec une marge d'incertitude de 2 pour cent) a été annoncé comme objectif pour 2006 au début de 2006 (OCDE, 2006b).

¹¹ Le taux de chômage élevé parmi la population jeune et instruite reste l'un des principaux problèmes sur le marché du travail. Office national de planification (2006), *Ninth Development Plan 2007-13*, Ankara.

¹² FMI (2007b).

Tableau I.1
Principaux indicateurs économiques, 2002-2006

	2002	2003	2004	2005	2006
Divers					
PNB (milliards de \$EU)	182,7	238,5	301,5	360,9	399,7
PIB (milliards de \$EU)	184,5	240,5	300,6	361,5	400,0
PNB par habitant (\$EU)	2,598	3,383	4,172	5,008	5,477
PNB réel (pourcentage de variation annuelle)	7,9	5,9	9,9	7,6	6,0
Taux de chômage (pourcentage)	10,3	10,3	10,3	10,2	9,9
Indice des prix à la consommation (en fin de période; pourcentage de variation)	29,7	18,4	9,3	7,7	9,6
Taux de change effectif réel (sur la base de l'IPC; en fin de période) ^a	7,8	12,1	1,8	19,7	-6,6
Secteur monétaire					
Masse monétaire (M2 = masse monétaire au sens large; pourcentage de variation) ^b	25,4	13,0	22,1	29,5	24,7
Taux d'intérêt nominal moyen des bons du Trésor (pourcentage)	64,6	45,1	24,7	16,2	18,1
Ventilation du PNB réel					
	(Pour cent)				
Agriculture	13,7	12,6	11,7	11,5	11,2
Industries extractives	1,2	1,1	1,1	1,1	1,1
Industrie	29,3	29,9	29,7	29,4	29,8
- Secteur manufacturier	24,7	25,3	25,3	25,0	25,3
Services, y compris la construction et les services publics	55,8	56,4	57,5	58,0	57,9
Finances publiques					
	(Pourcentage du PNB)				
Solde primaire	5,1	6,2	7,2	6,8	6,6
Solde global	-12,5	-9,1	-4,6	-1,2	-0,8
Dette nette du secteur public	78,4	70,3	64,0	55,3	44,8
Comptabilité nationale					
	(Pourcentage du PIB)				
Consommation privée	66,3	66,5	66,0	67,3	67,9
Consommation publique	14,0	13,6	13,2	13,1	13,1
Formation brute de capital fixe	16,6	15,5	17,8	19,6	21,0
Variation des stocks	4,7	7,3	7,9	5,2	2,9
Exportations de biens et de services non facteurs	29,2	27,4	28,9	27,4	28,2
Importations de biens et de services non facteurs	30,7	30,7	34,7	34,0	35,9
Pour mémoire					
Solde des opérations courantes (pourcentage du PNB)	-0,8	-3,4	-5,2	-6,3	-8,2
Dette extérieure brute (pourcentage du PNB; en fin de période)	71,7	56,4	50,1	46,8	51,9
Réserves en devises officielles (milliards de \$EU)	28,1	35,2	37,6	52,4	63,3
Réserves en devises officielles (mois d'importations totales)	7,1	6,5	5,0	5,7	5,7
Taux de couverture (ratio exportations/importations)	84,6	78,5	73,7	69,7	69,0
Commerce de biens et de services (pourcentage du PNB)	60,5	58,5	63,8	61,5	64,1
Termes de l'échange (pourcentage de variation)	-0,6	-0,1	1,0	-1,3	-4,5

a Un signe positif indique une appréciation de la livre en termes réels.

b M2 = Monnaie en circulation + dépôts à vue + dépôts à terme. En décembre 2005, les engagements monétaires à court terme des banques participatives et des banques d'investissement et de développement ont été ajoutés à M2.

Source: FMI, *Statistiques financières internationales*, divers numéros; et renseignements fournis par la Banque centrale de la République de Turquie.

7. La fixation d'un objectif d'inflation par la Banque centrale de la République de Turquie s'est révélée efficace pour ramener l'inflation des prix à la consommation, qui était de 29,7 pour cent en

2002, à des taux inférieurs à 10 pour cent entre 2004 et 2006.¹³ La baisse de l'inflation a également été servie par des politiques budgétaires rigoureuses, des réformes structurelles et une forte augmentation de la productivité. Toutefois, le taux d'inflation est passé brusquement de 7,7 pour cent en 2005 à 9,6 pour cent en 2006, principalement en raison de la hausse des cours mondiaux du pétrole et de la forte demande intérieure. La Banque centrale prévoit que le taux d'inflation sera ramené entre 6,7 et 7,9 pour cent d'ici à la fin de 2007, en partie grâce à sa politique monétaire rigoureuse, notamment des taux d'intérêt relativement élevés.¹⁴ De 2002 à 2005, en raison du niveau record des entrées de capitaux, la livre turque s'est appréciée régulièrement.¹⁵ Toutefois, à la fin de 2006, le relèvement des taux d'intérêt dans les principaux pays industriels a provoqué une dépréciation réelle de la nouvelle livre turque, estimée par la Banque centrale à 6,6 pour cent.¹⁶ Plus récemment, le taux de change s'est quelque peu redressé.

8. La Turquie a continué d'améliorer sa situation financière au cours des dernières années, qui est un élément central de son programme de réforme économique. Le solde primaire du secteur public a augmenté, passant d'un excédent de 5,1 pour cent du PNB en 2002 à 6,6 pour cent en 2006 (l'objectif étant 6,5 pour cent), tandis que le déficit budgétaire global était ramené à 0,8 pour cent du PNB (contre 12,5 pour cent en 2002). De même, la dette nette du secteur public est tombée de 78,4 pour cent du PNB en 2002 à 44,8 pour cent en 2006. Les recettes ont été élevées, principalement grâce aux résultats économiques positifs et à l'amélioration de l'administration fiscale.¹⁷ L'introduction d'objectifs en matière de dépenses à tous les niveaux de l'administration publique afin de lutter contre la fraude fiscale (estimée à près de 0,5 pour cent du PNB en 2005) ainsi qu'une nouvelle simplification du code fiscal et un élargissement de la base d'imposition devraient préserver la situation financière à moyen terme de la Turquie. En outre, une nouvelle loi sur les retraites et la sécurité sociale doit entrer en vigueur en 2008. Pour 2007, l'objectif fixé pour l'excédent primaire du secteur public est de 6,7 pour cent du PNB.¹⁸

9. La dette extérieure brute totale de la Turquie a été ramenée de 71,7 pour cent du PNB en 2002 à 46,8 pour cent en 2005, tandis que la nature du financement extérieur évoluait, avec notamment des entrées plus importantes d'IED (section 3) ii) ci-après). Toutefois, la dette extérieure brute a augmenté d'environ 5 points de pourcentage en 2006 (pour atteindre 51,9 pour cent du PNB), principalement en raison de la dépréciation de la nouvelle livre turque cette année-là et du

¹³ Le cadre institutionnel de la politique monétaire a été renforcé par une modification de la Loi sur la Banque centrale en avril 2001, qui a donné à la Banque centrale toute latitude pour s'acquitter de son mandat principal qui consiste à maintenir la stabilité des prix (OMC, 2003).

¹⁴ Renseignements en ligne de la Banque centrale de la République de Turquie. Adresse consultée: <http://www.tcmb.gov.tr/yeni/eng/> [juillet 2007].

¹⁵ En 2005, par exemple, le taux de change réel a été revalorisé de presque 20 pour cent, soit bien plus que les moyennes antérieures. Cette appréciation réelle de la livre turque a résulté principalement de l'abondance des liquidités au niveau mondial et des résultats économiques positifs de la Turquie (FMI, 2006).

¹⁶ La Turquie n'a pas été le seul pays touché par la hausse des taux d'intérêt dans le monde, mais elle a été la plus affectée parmi les économies de marché émergentes. L'OCDE a estimé que la dépréciation réelle de la nouvelle livre turque s'était élevée à 17 pour cent en 2006 (OCDE, 2006b).

¹⁷ L'administration des recettes a été réorganisée et le Ministère des finances a créé un nouveau Bureau de perception des impôts autonome.

¹⁸ Avis d'information n° 07/66 du FMI, 12 juin 2007.

financement par la dette de la balance courante extérieure.¹⁹ Pour 2007, la dette extérieure brute est estimée à 52,8 pour cent du PNB.²⁰ En outre, le montant brut des besoins de financement est passé de 43,6 milliards de dollars EU en 2003 à 102,4 milliards de dollars EU en 2007, ce qui rend la Turquie très vulnérable à un arrêt brutal des entrées de capitaux.²¹

3) RÉSULTATS COMMERCIAUX ET INVESTISSEMENT

i) Commerce de biens et de services

10. La balance des paiements de la Turquie a enregistré un déficit moyen annuel d'environ 2 340 millions de dollars EU de 2002 à 2005, puis un excédent de 2 395 millions de dollars EU en 2006 lorsque l'excédent du compte financier a compensé le déficit croissant de la balance courante extérieure (tableau I.2). Parallèlement à une forte conjoncture économique et à l'appréciation du taux de change effectif réel jusqu'en 2005 (tableau I.1), le déficit de la balance courante extérieure est passé, en pourcentage du PNB, de 0,8 pour cent en 2002 à 6,3 pour cent en 2005 et a atteint 8,2 pour cent en 2006. Pour 2007, la balance courante devrait bénéficier du ralentissement de l'investissement²² et du fléchissement de la demande intérieure. Un nouveau renforcement de la politique budgétaire de la Turquie est jugé nécessaire pour réduire le déficit de la balance courante extérieure. Selon les autorités, ce déficit devrait baisser à 7,5 pour cent du PNB en 2007.²³

Tableau I.2
Balance des paiements, 2002-2006
(Milliards de dollars EU)

	2002	2003	2004	2005	2006
Solde global	-0,1	-4,9	-2,2	-2,1	2,4
Compte courant	-1,5	-8,0	-15,6	-22,6	-32,8
Compte des échanges de marchandises	-7,3	-14,0	-23,9	-33,5	-41,2
Exportations	40,1	51,2	67,1	76,9	91,9
Importations	-47,4	-65,2	-90,9	-110,5	-133,2
Services (nets)	7,9	10,5	12,8	15,3	13,4
Crédit	14,0	18,0	22,9	26,6	24,5
Débit	-6,1	-7,4	-10,1	-11,4	-11,1
Transports (nets)	0,9	-0,5	-1,1	0,0	0,0
Voyages (nets)	6,6	11,1	13,4	15,3	14,1
Services de construction (nets)	0,8	0,7	0,7	0,9	0,9
Services financiers (nets)	-0,4	0,0	0,0	0,0	-0,2

¹⁹ Une dépréciation de la livre de 10 pour cent fait augmenter le ratio de la dette extérieure brute d'environ 6 points de pourcentage (FMI, 2006).

²⁰ Avis d'information n° 07/66 du FMI, 12 juin 2007.

²¹ Les besoins de financement public et extérieur à court terme représentent 30 pour cent et 27 pour cent du PNB, respectivement (FMI, 2007a).

²² Un ralentissement de l'investissement peut entraîner une diminution des importations de matériel et d'intrants requis par les industries (principalement les industries non agricoles qui utilisent une part importante de produits importés).

²³ Le FMI prévoit que le déficit de la balance courante extérieure de la Turquie sera ramené à 7,3 pour cent du PNB en 2007 (FMI, 2007b).

	2002	2003	2004	2005	2006
Autres services aux entreprises (nets)	0,0	0,0	0,1	-0,2	-0,4
Services publics (nets)	-0,6	-0,7	-0,7	-0,9	-0,7
Autres services (nets)	0,6	0,0	0,5	0,2	-0,1
Revenus (nets)	-4,6	-5,6	-5,6	-5,8	-6,6
Crédit	2,5	2,2	2,7	3,7	4,5
Débit	-7,0	-7,8	-8,3	-9,5	-11,1
Transferts courants	2,4	1,0	1,1	1,5	1,7
Envois de fonds des travailleurs émigrés	1,9	0,7	0,8	0,9	1,1
Transferts officiels (nets)	0,5	0,3	0,3	0,6	0,6
Compte financier	1,4	3,1	13,4	20,5	35,2
Investissements directs (nets)	1,0	1,3	2,0	8,7	19,1
Investissements de portefeuille	-0,6	2,5	8,0	13,4	7,4
Actif	-2,1	-1,4	-1,4	-1,2	-4,0
Passif	1,5	3,9	9,4	14,7	11,4
Autres investissements	7,2	3,4	4,2	16,2	14,8
Actif	-0,8	-1,0	-7,0	0,3	-12,4
Passif	8,0	4,4	11,1	15,9	27,2
Réserves	-6,2	-4,0	-0,8	-17,8	-6,1

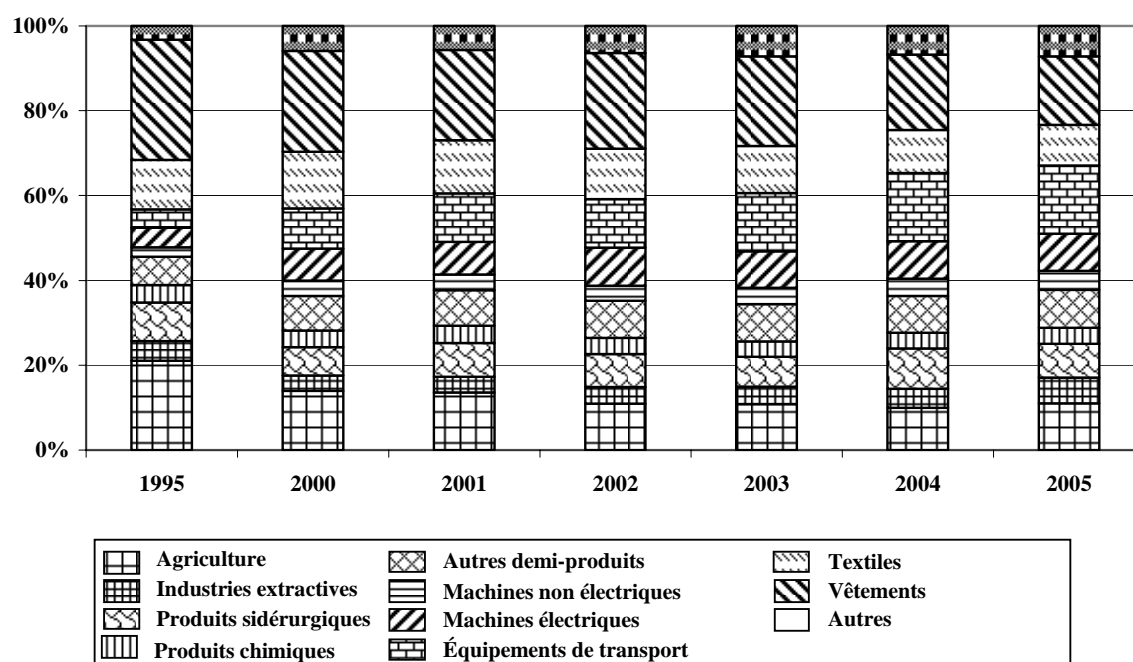
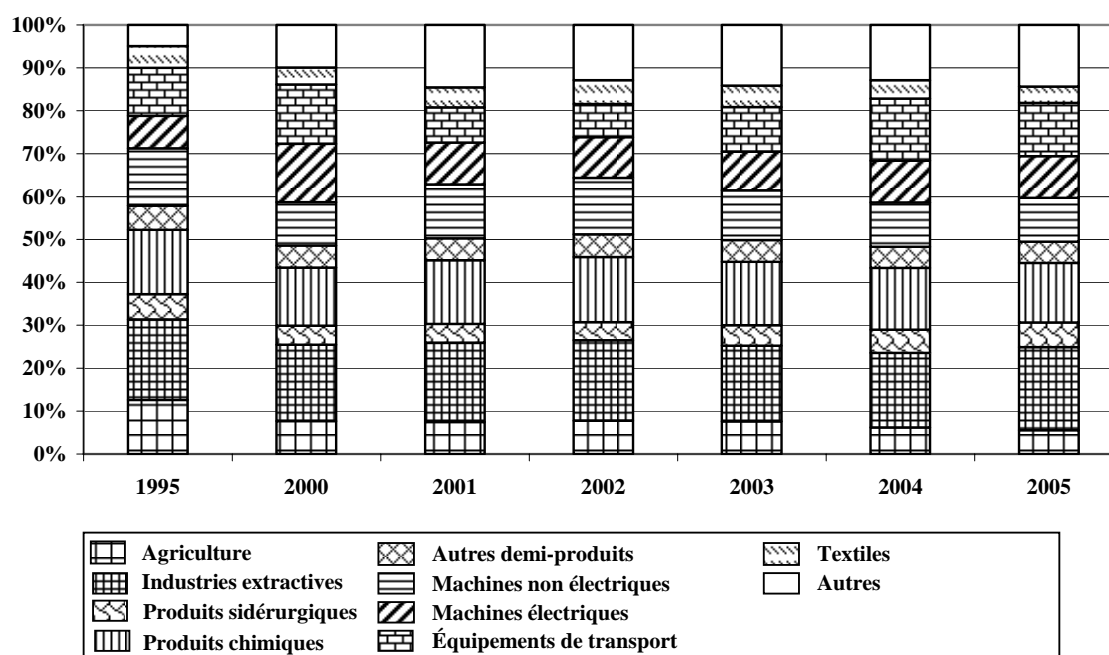
Source: Renseignements en ligne de la Banque centrale de la République de Turquie. Adresse consultée: <http://www.tcmb.gov.tr/>; et renseignements communiqués par les autorités turques.

11. Le déficit du commerce des marchandises a augmenté de façon continue en Turquie depuis le précédent examen de sa politique commerciale, parallèlement à l'appréciation élevée de la livre pendant la plus grande partie de cette période. En 2006, ce déficit a atteint 41,2 milliards de dollars EU malgré la dépréciation réelle de la nouvelle livre turque. Le commerce de biens et de services (exportations et importations), en pourcentage du PNB, est passé de 60,5 pour cent en 2002 à 64,1 pour cent en 2006 (tableau I.1). En 2005, la Turquie était le 22^{ème} exportateur mondial de marchandises (en comptant les pays des CE comme un seul partenaire et en excluant le commerce intracommunautaire) et le 16^{ème} importateur; en ce qui concerne le commerce des services, elle était le 14^{ème} exportateur mondial et le 24^{ème} importateur.²⁴

12. Les exportations de marchandises ont plus que doublé en Turquie depuis 2002 et les produits manufacturés représentent plus de 80 pour cent de ces exportations, suivis par l'agriculture et les produits miniers (tableau AI.1 et graphique I.1). Les principaux produits exportés sont les machines et les équipements de transport, les produits de l'industrie automobile, les textiles, les produits alimentaires, les produits sidérurgiques et les produits chimiques. En particulier, la part des produits de l'industrie automobile dans le total des exportations de marchandises a augmenté sensiblement au cours des dernières années, tandis que celle des textiles et des vêtements a diminué.

13. Plus de la moitié des exportations de la Turquie sont encore destinées aux CE; l'Allemagne reste le principal marché d'exportation, suivie par le Royaume-Uni, l'Italie, les États-Unis et la France (tableau AI.2 et graphique I.2). Les exportations de marchandises de la Turquie vers les États-Unis et certains pays d'Asie ont diminué au cours des dernières années, tandis que les exportations vers les pays du Moyen-Orient, notamment l'Iraq, ont augmenté de façon continue depuis 2003.

²⁴ OMC (2006).

Graphique I.1**Composition du commerce des marchandises, 1995 et 2000-2005****a) Exportations****b) Importations**

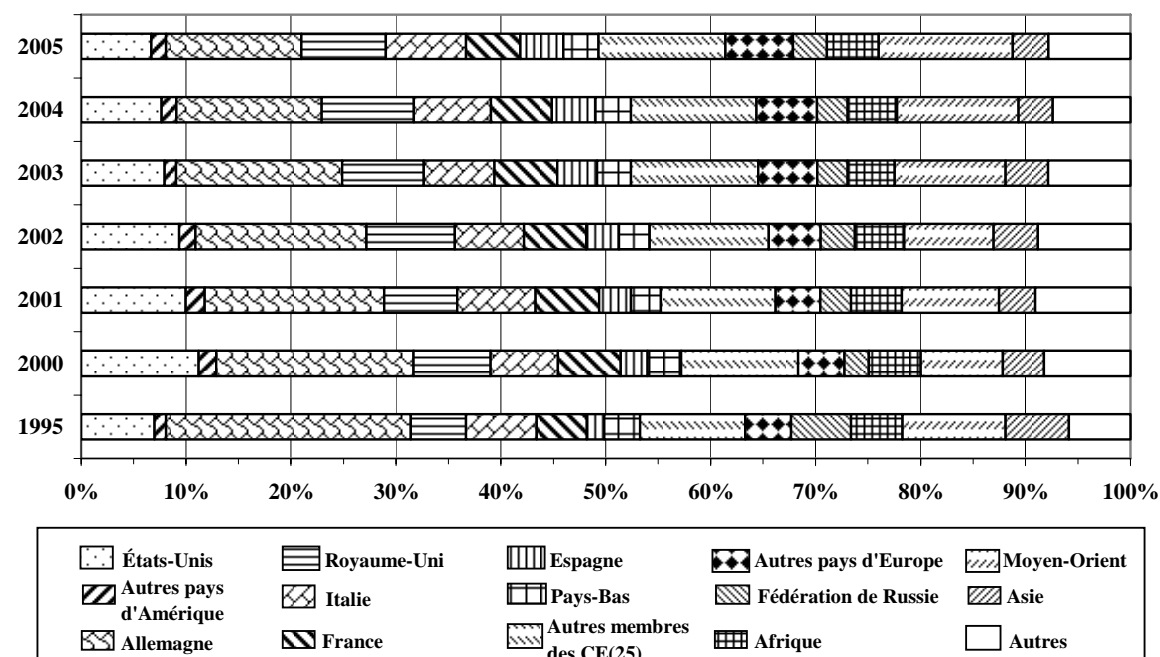
Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, d'après la Division de statistique de l'ONU, base de données Comtrade (CTCI Rev.3).

Graphique I.2

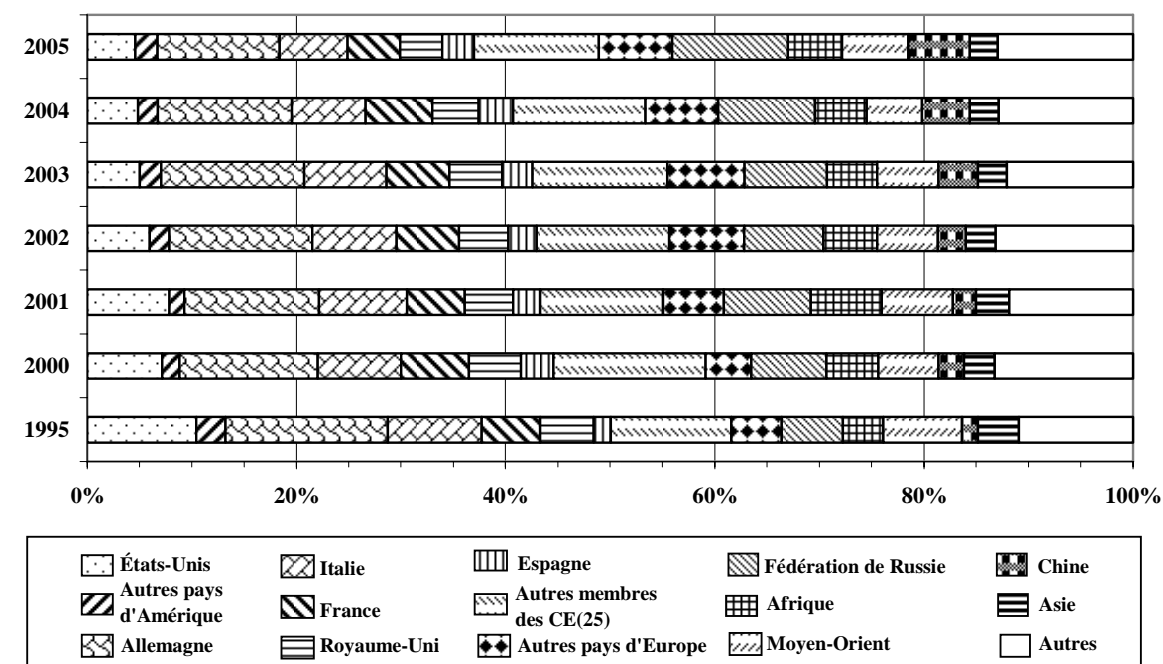
Structure géographique du commerce des marchandises, 1995 et 2000-2005

Pourcentage

a) Exportations



b) Importations



Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC, d'après la Division de statistique de l'ONU, base de données Comtrade (CTCI Rev.3).

14. Les importations de marchandises ont également plus que doublé en Turquie depuis 2002 et les produits manufacturés représentent environ les deux tiers de ces importations, suivis par les produits miniers et les produits agricoles (tableau AI.3). Les principales importations sont les machines et les équipements de transport, les produits chimiques et les produits de l'industrie automobile (graphique I.1). Malgré la hausse des prix du pétrole, la part des combustibles dans le total des importations de marchandises est restée relativement stable au cours des dernières années.

15. Environ la moitié des importations de marchandises proviennent d'Europe, principalement des CE: l'Allemagne reste le premier fournisseur de la Turquie, suivie par la Fédération de Russie, l'Italie, la Chine et les États-Unis (tableau AI.4 et graphique I.2). La part de la Fédération de Russie et de certains pays asiatiques dans les importations de marchandises a augmenté sensiblement au cours des dernières années, et celle de certains pays d'Afrique et du Moyen-Orient est restée stable.

16. Les données relatives à la balance des paiements montrent que la Turquie reste un exportateur net de services, avec un excédent de 13,4 milliards de dollars EU en 2006 (en hausse par rapport à 2002 où il était de 7,9 milliards de dollars EU). Le total des exportations de services est passé de 14 milliards de dollars EU (7,8 pour cent du PNB) en 2002 à 24,5 milliards de dollars EU (6,1 pour cent du PNB) en 2006, tandis que le total des importations de services passait de 6,1 à 11,1 milliards de dollars EU. Pour les services de voyages, l'excédent (net) a plus que doublé pour atteindre 14,1 milliards de dollars EU en 2006, après avoir culminé à 15,3 milliards de dollars EU en 2005 (tableau I.2).

ii) Investissement étranger direct

17. Les entrées annuelles d'IED en Turquie sont passées en moyenne de 791 millions de dollars EU entre 1990 et 2000 à 3 852 millions de dollars EU entre 2002 et 2005 (tableau I.3). Cela résulte en grande partie de la réussite du programme de stabilisation économique et de la mise en œuvre du programme de privatisation (chapitre III 4) ii)). En outre, selon les autorités, les entrées d'IED ont atteint 20 070 millions de dollars EU en 2006. Toutefois, en pourcentage du PNB, le stock d'IED entrant est tombé de 15,3 pour cent en 2002 (27 900 millions de dollars EU) à 11,6 pour cent en 2005 (42 170 millions de dollars EU). Selon l'Indice des entrées effectives d'IED de la CNUCED, la Turquie était classée au 95^{ème} rang sur 141 économies en 2005 (au 124^{ème} en 2000).²⁵ Les sorties annuelles d'IED se sont élevées en moyenne à 709 millions de dollars EU entre 2002 et 2006 (227 millions de dollars EU entre 1990 et 2000). Selon l'Indice des sorties effectives d'IED de la CNUCED, la Turquie était classée au 67^{ème} rang sur 141 économies en 2005 (au 77^{ème} en 2000).²⁶

18. Le classement de la Turquie selon l'Indice des entrées potentielles d'IED de la CNUCED s'est amélioré quelque peu durant la période examinée, la Turquie passant du 72^{ème} rang en 2000 au 68^{ème} rang en 2004.²⁷ Depuis le précédent examen de sa politique commerciale, la Turquie a mis en

²⁵ L'Indice des entrées effectives d'IED de la CNUCED montre dans quelle mesure les pays bénéficiaires reçoivent des flux d'IED et permet de classer ces pays selon le montant de l'IED reçu et la taille de leur économie. Cet indice équivaut au rapport entre la part d'un pays dans les flux mondiaux d'IED et sa part dans le PIB mondial.

²⁶ CNUCED (2006).

²⁷ L'Indice des entrées potentielles d'IED de la CNUCED montre dans quelle mesure les pays bénéficiaires reçoivent des flux d'IED et permet de classer ces pays en fonction du montant de l'IED reçu et de son potentiel. Cet indice est calculé sur la base de variables structurelles, comme le risque pays et les mesures liées au commerce.

œuvre des mesures pour améliorer le climat de l'investissement, notamment une importante réforme fiscale (section 2) ci-dessus); une simplification de l'enregistrement des entreprises; une nouvelle loi sur l'immobilier qui a libéralisé l'entrée des non-résidents; et la privatisation de certaines entreprises d'État (par exemple Turk Telecom, Tupras et Erdemir). En outre, un nouveau Code commercial a été présenté au Parlement en novembre 2005, mais n'a pas encore été adopté (chapitre III 4) iii)). Néanmoins, l'IED en Turquie a été freiné par plusieurs facteurs, notamment le caractère relativement récent de ses politiques macro-économiques responsables et le fait que les investisseurs étrangers se heurtent encore à des restrictions concernant certaines activités essentielles (chapitre II 4)).

Tableau I.3
Investissement étranger direct, 2002-2005
(Millions de dollars EU)

	2002	2003	2004	2005
Entrées d'IED	1 137	1 752	2 837	9 681
Stock d'IED entrant	27 900	29 652	32 489	42 170
Stock d'IED entrant (% du PIB)	15,3	12,5	10,8	11,6
Sorties d'IED	175	499	859	1 078
Stock d'IED sortant	5 702	6 201	7 060	8 138
Stock d'IED sortant (% du PIB)	3,1	2,6	2,3	2,2

Source: CNUCED (2006), *Rapport sur l'investissement dans le monde*, Genève.

19. Au cours des dernières années, le secteur des services a attiré la grande majorité des entrées d'IED (notamment en raison de la privatisation de plusieurs entreprises d'État dans ce secteur), suivi par l'industrie manufacturière, tandis que l'agriculture et le secteur minier recevaient très peu d'IED. La part des services dans le total de l'IED est passée de 71 pour cent en 2002 à 88,3 pour cent en 2006, tandis que la part du secteur manufacturier est tombée de 29 à 10,4 pour cent.²⁸ Les CE (principalement les Pays-Bas, la Belgique et la Grèce) restent de loin le principal investisseur en Turquie et ont représenté 82 pour cent du total des entrées d'IED en 2006.

20. Le secteur manufacturier a contribué pour 76,7 pour cent aux sorties d'IED en 2006, le reste revenant aux services: 62,2 pour cent des sorties d'IED ont été destinées aux CE, principalement l'Allemagne et les Pays-Bas.

4) PERSPECTIVES

21. La Turquie va poursuivre son vaste programme de réforme économique pour faire progresser les négociations avec les CE; éviter de retomber dans une alternance de forte expansion et de récession comme par le passé; et surmonter la dualité profonde entre quelques entreprises très productives et les nombreuses entreprises à faible productivité qui freine la croissance à long terme du pays. La Turquie prend actuellement des mesures pour passer à une économie de marché compétitive grâce à une accélération des réformes structurelles, y compris l'achèvement du programme de privatisation, et des réformes sectorielles (par exemple l'emploi, l'éducation, la santé).

22. Le neuvième plan de développement de la Turquie prévoit une augmentation du PIB au taux annuel moyen de 7 pour cent entre 2007 et 2013, et un revenu par habitant de 10 100 dollars EU d'ici

²⁸ En 2006, 0,7 pour cent des entrées d'IED ont été consacrées aux industries extractives, 0,6 pour cent à la fourniture d'électricité, de gaz et d'eau, et 0,03 pour cent à l'agriculture (Banque centrale de la République de Turquie, 2007).

à 2013.²⁹ La part de l'agriculture dans le PIB réel devrait tomber à 7,8 pour cent en 2013, et celles du secteur manufacturier et des services devraient augmenter pour atteindre respectivement 27,2 pour cent et 65 pour cent. Les exportations de biens et de services, en pourcentage du PIB, devraient passer de 28,2 pour cent en 2006 à 32,4 pour cent en 2013, tandis que les importations devraient tomber de 35,9 pour cent à 35,8 pour cent.³⁰

23. La stratégie à long terme de la Turquie jusqu'en 2023 consiste à promouvoir une structure de production axée sur l'exportation et à forte intensité de technologie, en privilégiant les produits manufacturés et les services à forte valeur ajoutée. Cet objectif sera atteint au détriment de l'agriculture, dont la part dans le PIB devrait tomber à 5 pour cent d'ici à 2023.³¹

24. À long terme, le ratio de l'investissement total par rapport au PNB devrait passer d'environ 22 pour cent en 2000 à quelque 27 pour cent en 2023, et la part du secteur public dans l'investissement total devrait tomber de 30 pour cent à 10 pour cent. Il est prévu d'intensifier l'investissement public dans l'éducation, la santé et la R&D, et de le maintenir aux niveaux actuels jusqu'en 2010 pour l'énergie, les transports et les communications avant de le réduire ensuite progressivement.³²

²⁹ Selon les dernières prévisions du FMI pour 2008, la croissance du PIB réel en Turquie devrait atteindre 6 pour cent, le taux d'inflation devrait tomber à 4,3 pour cent et le déficit de la balance courante extérieure devrait être ramené à 6,8 pour cent du PIB (FMI, 2007b).

³⁰ Office national de planification (2006).

³¹ OMC (2003).

³² OMC (2003).